

Bordereau attestant l'exactitude des informations - ANGERS - 4901 - Documents comptables (B-S) - Dépôt le 24/03/2025 - 4640 - 1985 B 00033 - 689 800 225 - BOCAGE

BOCAGE

S.A.S. au capital de 17.944.830 Euros
Siège social : 49111 SAINT PIERRE MONTLIMART CEDEX
R.C.S. ANGERS B 689.800.225

ARRIVÉ AU GREFFE DE COMMERCE
LE 24 MARS 2025

Extrait du Procès Verbal des décisions de l'Associé unique en date du 12 Mai 2023
affectant le résultat de l'exercice clos le 31 Décembre 2022

DEUXIEME DECISION

L'Associée unique décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à **2.981.510,88 €** ainsi que le Report à Nouveau créditeur de **32,24 €** de la façon suivante :

-Report à Nouveau débiteur	2.981.478,64 €
----------------------------	----------------

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Associée unique constate que la société BOCAGE n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices.

 **CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**



[illegible]



FIDACO

AUDIT
EXPERTISE
CONSEIL

Jean-Christophe Pierrès
Guillaume Pilat
Frédéric Ploquin
Sébastien Vialatte

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes
Associés

Stéphane Guémas
Expert-Comptable
Associé

Hélène Vigneron
Responsable Pôle Social
Associée

CABINET
ADHÉRENT



AUDECIA
EXPERTS EN CROISSANCE

BOCAGE

Société par actions simplifiée au capital de 17 944 830 €
Siège social : Saint-Pierre-Montlimart Cedex,
49111 MONTREVAULT-SUR-EVRE
R.C.S : Angers 689 800 225

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2022



4 rue Fernand Forest
BP 90825
49008 ANGERS CEDEX 01
+33 (0)2 41 47 01 10

22 mail Pablo Picasso
44000 NANTES
+33 (0)2 40 95 36 79

www.fidaco.com
fidaco@fidaco.com

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre Pays de la Loire
Société de commissaires aux comptes Compagnie Régionale Ouest Atlantique
RC ANGERS B 303 526 966 - N° TVA Intracommunautaire FR 06 303 526 966
SAS au capital de 173 600 €

 CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL



BOCAGE

Société par actions simplifiée au capital de 17 944 830 €
Siège social : Saint-Pierre-Montlimart Cedex,
49111 MONTREVAULT-SUR-EVRE
R.C.S : Angers 689 800 225

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'Associée unique de la société BOCAGE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BOCAGE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

[Faint, illegible stamp or signature]

**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**



JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêté dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La note de l'annexe relative aux stocks présente les méthodes d'évaluation et de dépréciation des marchandises en stock au 31 décembre 2022. Nous avons mis en œuvre des diligences destinées à vérifier la bonne application de la méthode exposée. Ces diligences ont permis de s'assurer que la méthode énoncée en annexe a fait l'objet d'une application appropriée.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associée unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé,





influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Fait à ANGERS, le 03 mai 2023

Pour FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL

Commissaire aux comptes

Sébastien VIALATTE

Associé

2023-05-03
2023-05-03





Annexe au rapport : Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes :

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

[Faint signature]



[Handwritten signature]

COMPTES ANNUELS

BOCAGE

Société par actions simplifiée

31/12/2022

GROUPE ERAM

ENTREPRENDRE AVEC BONHEUR DEPUIS 1927



FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N		Exercice N-1	
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	297 552	284 186	13 366	43 182
Fonds commercial	20 382 820	1 069 479	19 313 341	22 363 478
Autres immobilisations incorporelles	1 191 960		1 191 960	1 052 327
Avances sur immobilisations incorporelles	87 448		87 448	
TOTAL immobilisations incorporelles	21 959 780	1 353 665	20 606 115	23 458 987
Terrains	148 150		148 150	174 935
Constructions	6 627 761	5 595 062	1 032 699	1 326 569
Installations techniques, matériel	3 435	3 171	264	593
Autres immobilisations corporelles	5 528 766	4 575 559	953 208	1 063 955
Immobilisations en cours				2 822
Avances et acomptes	3 167		3 167	
TOTAL immobilisations corporelles	12 311 280	10 173 792	2 137 488	2 568 875
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	956 358	956 358		
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	259 163		259 163	259 163
Prêts				
Autres immobilisations financières	582 817		582 817	674 241
TOTAL immobilisations financières	1 798 338	956 358	841 980	933 405
Total Actif Immobilisé (II)	36 069 398	12 483 815	23 585 583	26 961 266
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	9 743 168		9 743 168	13 283 004
TOTAL Stock	9 743 168		9 743 168	13 283 004
Avances et acomptes versés sur commandes				46 016
Clients et comptes rattachés	528 520	10 188	518 332	605 603
Autres créances	1 413 134	706 159	706 975	1 433 273
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	1 941 654	716 347	1 225 307	2 038 876
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	894 879		894 879	584 955
TOTAL Disponibilités	894 879		894 879	584 955
Charges constatées d'avance	59 376		59 376	88 085
TOTAL Actif circulant (III)	12 639 076	716 347	11 922 729	16 040 936
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	48 708 474	13 200 162	35 508 313	43 002 202



FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 17 944 830)		17 944 830	23 110 020
Primes d'émission, de fusion, d'apport,			
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		852 571	852 571
Réserve légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)			
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)			
TOTAL Réserves			
Report à nouveau		32	8
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-2 981 511	-5 165 166
Subventions d'investissement		40 479	57 148
Provisions réglementées			
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		15 856 402	18 854 579
Produit des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)			
Provisions pour risques		108 500	126 000
Provisions pour charges		538 921	1 026 193
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		647 421	1 152 193
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)		11 041 995	15 974 500
TOTAL Dettes financières		11 041 995	15 974 500
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		173 611	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 155 994	3 808 665
Dettes fiscales et sociales		1 743 605	2 473 390
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		334 786	254 256
Autres dettes		554 498	484 619
TOTAL Dettes d'exploitation		7 962 495	7 020 930
Produits constatés d'avance			
TOTAL DETTES (IV)		19 004 490	22 995 430
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		35 508 313	43 002 202

10/03/2014

CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

[Signature]

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	42 329 866	441 464	42 771 330	34 979 437
Production vendue biens	323		323	2 661
Production vendue services	2 243 796	14 999	2 258 795	2 057 512
Chiffres d'affaires nets	44 573 985	456 463	45 030 448	37 039 610
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			4 000	1 142 304
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			817 047	362 518
Autres produits			35 189	41 142
Total des produits d'exploitation (I)			45 886 684	38 585 573
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			16 951 991	16 810 377
Variation de stock (marchandises)			3 539 836	-735 717
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			164 463	194 369
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			17 217 270	15 447 801
Impôts, taxes et versements assimilés			584 504	582 178
Salaires et traitements			5 911 245	6 381 351
Charges sociales			1 537 389	1 907 960
Dotations aux amortissements	sur		745 637	869 995
Dotations aux provisions	immobilisations		1 074 487	313 099
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions			2 040	3 125
Autres charges			69 012	98 697
Total des charges d'exploitation (II)			47 797 873	41 873 235
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-1 911 189	-3 287 661
Bénéfice attribué ou perte transférée		(III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré		(IV)		
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			14 574	1 336 843
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			14 574	1 336 843
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			352 307	762 020
Différences négatives de change			-21	91
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			352 286	762 111
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			-337 711	574 732
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-2 248 901	-2 712 929

**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	644 683	596 756
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 381 666	1 815 555
Reprises sur provisions et transferts de charges	44 741	531 828
Total des produits exceptionnels (VII)	2 071 090	2 944 139
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	297 552	523 400
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 411 443	4 678 053
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	94 862	195 410
Total des charges exceptionnelles (VIII)	2 803 857	5 396 863
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-732 767	-2 452 724
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-157	-487
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	47 972 348	42 866 555
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	50 953 859	48 031 721
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-2 981 511	-5 165 166



**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

EDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

BOCAGE

Société par actions simplifiée

31/12/2022



**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est 35 508 312,78 EUR et le résultat s'élève à -2 981 510,88 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et au règlement de l'autorité des normes comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation n'est pas limitée dans le temps font l'objet d'un test de dépréciation .

La société considère que son activité n'a pas de durée limitée.

En conséquence, dans le cadre de l'application du règlement précité, les fonds commerciaux font l'objet d'un test de dépréciation annuel dont les modalités sont décrites ci-après.

Dérogations aux principes comptables

Il n'a pas été dérogé aux principes comptables pour l'établissement et la présentation des comptes annuels.

Changements de méthode

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu ; par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

BRUNO EMBERT

Associé



FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Faits marquants

Pandémie de Covid-19

L'exercice précédent avait été marqué par la pandémie COVID avec la fermeture de nos magasins au minimum pendant 6 semaines.

L'exercice 2022 n'a pas été impacté par des fermetures de magasins liées à la pandémie.

Transfert de personnel

Au 01/07/2022, 36 salariés de la société BOCAGE ont été transférés vers la société BOCERA SERVICES. Au 31/12/2022, 218 salariés sont présents dans la société BOCAGE.



**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultats

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les fonds de commerce incluant les droit-au-bail, font l'objet d'un test de dépréciation. Le test de dépréciation a été mis en œuvre à la date de clôture selon les modalités décrites ci-après.

Périmètre : Le test de dépréciation porte sur les éléments incorporels, fonds commerciaux et droit-au-bail, de la société.

Méthode : La méthode d'évaluation des actifs s'appuie sur les comptes du dernier exercice ainsi que le prévisionnel 2023 et projections sur les années suivantes. Un flux de trésorerie normatif a été déterminé à partir de ces différents éléments. Ce flux normatif est par hypothèse capitalisé sur une durée infinie.

Les flux ainsi déterminés sont ensuite actualisés .

Résultat : Le test conduit à ne pas déprécier les actifs correspondants.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Constructions	Linéaire	20 ans
Agencements aménagements constructions	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire/Dégressif	5 ans
Agencements installation aménagements	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans
Matériel et mobilier commerciaux	Linéaire	5 ans

Les droits au bail et fonds de commerce représentent au 31/12/2022 une valeur de 20 382 820 €.

Les sorties d'actifs sont consécutives à des cessions normales de biens pour fermetures de magasins ou suite à des mises au rebut en raison de modification du concept commercial.

2023

CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Participations et autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Des dépréciations sur les participations de diverses filiales sont comptabilisées au 31/12/2022 pour un montant de 956 358 €.

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des frais d'entreposage, conditionnement, emballage et transport.

Des dépréciations sont pratiquées lorsque leur valeur réalisable nette est inférieure à la valeur comptable. Elles sont directement déduites des valeurs de stocks qui sont inscrites au bilan pour leur montant net.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Valeur mobilières de placement

Néant.

Provisions règlementées

Néant.



FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Provisions pour risques et charges

La société provisionne les indemnités de départ à la retraite et charges y afférentes, pour l'ensemble du personnel, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies.

L'évaluation de la provision est réalisée selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation.

Conformément aux usages et aux recommandations de la CNCC, le taux nécessaire au calcul des indemnités de fin de carrière pour l'établissement des comptes sociaux est le taux de référence IBOXX AA10+.

Ainsi, l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite tient compte notamment :

- du taux d'actualisation IBOXX AA10+ soit 3,20% au 30/11/2022 (Inflation comprise)
- le taux de charges sociales retenu est de 43% pour les cadres et 25% pour les non cadres
- du taux de rotation du personnel déterminé en fonction de la catégorie et du statut du salarié
- de l'âge de départ à la retraite : Départ entre 60 et 67 ans en fonction de la date de naissance
- du taux de revalorisation des salaires de 2,5%
- la table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2021
- le départ en retraite pris à l'initiative du salarié

Le résultat de l'exercice clos le 31/12/2022 tient compte :

- une reprise de provision d'exploitation pour 474 571 € ;
- une reprise de provision exceptionnelle correspondant à l'évolution du taux actuariel pour 44 741 €.

Les autres provisions ont été constituées pour couvrir des risques et charges que des événements futurs rendraient probables.



FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Engagements financiers et autres informations

Rémunérations des dirigeants

L'organe de direction n'est pas rémunéré.

Crédit-bail

Néant.

Engagements de garantie donnés

La société BOCAGE a délivré des cautions pour garantir des contrats commerciaux auprès de bailleurs.

Il n'y a pas d'effet escompté non échu.

Couvertures de change

Les couvertures à terme réalisées sur le dollar sont comptabilisées à échéance, sur la base du cours comptant, plus ou moins le report/déport, soit le cours à terme.

Au 31/12/2022, les couvertures à terme (CAT) mises en place à échéance 2023, relatives aux achats des produits chaussures et vêtements sont de :

- 1 200 000 USD pour les produits de la saison ETE 2023 ;
- 500 000 USD pour les produits de la saison HIVER 2023.

Dettes et garanties de suretés réelles

Néant.

Transactions avec des parties liées

Aucune transaction significative et non conclue aux conditions normales du marché, effectuée avec des parties liées au sens de l'article R 123-199-1 du code de commerce n'a été recensée.



FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Intégration fiscale

Notre société, a depuis le 01/01/2011, opté pour le régime de groupe prévu à l'article 223 A du code général des impôts et, qu'à cet effet notre société mère ERAM SAS reste seule redevable de l'impôt sur les sociétés.

La convention d'intégration fiscale place la société BOCAGE dans la situation qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En application de la convention d'intégration fiscale, la société BOCAGE n'a pas comptabilisé de redevance d'intégration fiscale au titre de l'exercice clos le 31/12/2022.

Elle a néanmoins comptabilisé au titre de cette intégration fiscale un crédit d'impôt de 157 €.

Autres informations

Néant.

[Faint, illegible text]



FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

[Handwritten signature]

Immobilisations

Cadre A		IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement		(I)			
Autres postes d'immobilisations incorporelles		(II)	24 014 535		331 081
Terrains			174 935		0
Constructions	Sur sol propre		1 837 878		0
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		5 924 338		79 976
Installations techniques, matériel et outillage industriels			3 435		
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		2 548 870		92 918
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique		3 945 340		194 751
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			2 822		
Avances et acomptes					3 167
TOTAL (III)			14 437 619		370 812
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations			956 358		
Autres titres immobilisés			259 163		
Prêts et autres immobilisations financières			674 241		13 874
TOTAL (IV)			1 889 763		13 874
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			40 341 916		715 767

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation Valeur d'origine
		Virement	Cession		
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			2 385 836	21 959 780	
Terrains			26 785	148 150	
Constructions	Sur sol propre		286 984	1 550 894	
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		927 447	5 076 867	
Installations techniques, matériel et outillage industriels				3 435	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		485 928	2 155 861	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique		767 185	3 372 906	
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		2 822			
Avances et acomptes				3 167	
TOTAL (III)		2 822	2 494 329	12 311 280	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations				956 358	
Autres titres immobilisés				259 163	
Prêts et autres immobilisations financières			105 299	582 817	
TOTAL (IV)			105 299	1 798 338	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		2 822	4 985 464	36 069 398	

 CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		255 548	29 816	1 178	284 186
Terrains					
Sur sol propre		1 823 079	14 800	286 984	1 550 894
Constructions	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements	4 600 357	366 250	927 447	4 039 160
Installations techniques, matériels et outillages		2 842	329		3 171
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	2 086 167	156 595	485 928	1 756 834
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	3 343 201	242 708	767 185	2 818 725
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		11 855 645	780 583	2 467 544	10 168 784
TOTAL GENERAL (I+II+III)		12 111 193	810 499	2 468 722	10 452 970

Cadre B								VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES			
Immos		DOTATIONS		REPRISES		Fin de l'exercice					
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel					
Frais étab											
Autres											
Terrains											
Constructions :											
sol propre											
sol autrui											
install.											
Autres immobilisations :											
Inst. techn.											
Inst gén.											
M.Transport											
Mat bureau.											
Emball.											
CORPO.											
Acquis. de titres											
TOTAL											

Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

 CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litige	126 000		17 500	108 500
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	996 193	2 040	519 312	478 921
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	30 000	30 000		60 000
TOTAL (II)	1 152 193	32 040	536 812	647 421
Provisions sur immobilisations incorporelles	300 000	1 069 479	300 000	1 069 479
Provisions sur immobilisations corporelles	13 099	5 008	13 099	5 008
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation	956 358			956 358
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients	10 188			10 188
Autres provisions pour dépréciations	706 159			706 159
TOTAL (III)	1 985 804	1 074 487	313 099	2 747 192
TOTAL GENERAL (I + II + III)	3 137 997	1 106 527	849 911	3 994 613
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 076 527	805 170	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		30 000	44 741	
dépréciations des titres mis en équivalence				



**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

[Signature]

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations					
Prêts					
Autres immobilisations financières			582 817		582 817
TOTAL DES CRÉANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			582 817		582 817
Clients douteux ou litigieux			10 188	10 188	
Autres créances clients clients			518 332	518 332	
Créances représentatives de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés			17 053	17 053	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Etat et autres			129 542	129 542	
collectivités publiques			128 405	128 405	
Autres impôts					
Etat - divers					
Groupes et associés			755 698	755 698	
Débiteurs divers			382 436	382 436	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			1 941 654	1 941 654	
Charges constatées d'avance			59 376	59 376	
TOTAL DES CREANCES			2 583 846	2 001 030	582 817
Prêts accordés en cours d'exercice					
Remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés					
Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine					
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers		11 041 995	10 586 098	455 897	
Fournisseurs et comptes rattachés		5 155 994	5 155 994		
Personnel et comptes rattachés		714 622	714 622		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		362 561	362 561		
Impôts sur les bénéfices					
Etat et autres collectivités publiques		409 803	409 803		
Obligations cautionnées					
Autres impôts		256 620	256 620		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		334 786	334 786		
Groupes et associés		5 238	5 238		
Autres dettes		722 872	722 872		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		19 004 490	18 548 593	455 897	
Emprunts souscrits en cours d'exercice			Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice		1 305 376			



FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Fiscalité différée

Libellé	31/12/2022	31/12/2021
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement	40 479	57 146
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	40 479	57 146
Total passif d'impôt futur	10 120	15 144
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	474 841	994 153
Participation des salariés		
Autres charges non déductibles temporairement	47 977	35 210
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement	943 526	943 526
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	1 466 344	1 972 889
Total actif d'impôt futur	366 586	522 816
Situation nette	356 466	507 672

(1) Taux d'impôt :	25,00	26,50
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	25,00	26,50



FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	4 812
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	173 611
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 526 645
Dettes fiscales et sociales	490 678
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
Autres dettes	403 802
Total	2 599 548

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	1 800
Personnel et comptes rattachés	8 989
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	
Etat et autres collectivités publiques	123 401
Autres créances	124 067
Disponibilités	
Total	258 257

 **CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes



Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
LOGICIELS	46 115		
LOYERS ET CHARGES LOCATIVES	12 219		
AUTRES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 042		
TOTAL	59 376		

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
TOTAL			



**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes...

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2022	Valeur nominale
Actions ordinaires	1 283 890		286 955	996 935	18
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
Total	1 283 890		286 955	996 935	

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	42 771 330	34 979 437	22,28%
Production vendue biens	323	2 661	-87,86%
Production vendue services	2 258 795	2 057 512	9,78%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	44 573 985	36 594 557	21,80%
Chiffres d'affaires nets-Export	456 463	445 053	2,56%
Chiffres d'affaires nets	45 030 448	37 039 610	21,57%

2023-2024
2024-2025

 CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes



Impôt sur les bénéfices

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	-2 248 901	157
Résultat exceptionnel	-732 767	
IS sur résultats antérieurs		
Contribution sociale		
Contribution exceptionnelle		
TOTAL	-2 981 668	157

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
AIDE LOYERS		354 422
CHARGES LIEES AU PERSONNEL	18 300	
DEPLACEMENT LOYERS	78 750	81 832
DOTATIONS AMORTISSEMENTS FERMETURES PDV	64 862	
ECARTS PROVISIONS INDEMNITES		45 173
FRAIS FERMETURE PDV	84 041	
INDEMNITES RESILIATION BAIL	30 000	50 000
LITIGES FOURNISSEURS	15 149	18 360
PRODUITS CESSON IMMOBILISATIONS CORPORELLES		150 000
PRODUITS CESSON IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		1 215 000
PROVISION ENGAGEMENTS SOCIAUX		44 741
PSE	34 794	
QUOTE-PART SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		16 666
REGULARISATION IMPOTS ET TAXES	24 234	55 188
REGULARISATION LOYERS ET CHARGES	19 855	22 886
VNC IMMOBILISATIONS CORPORELLES	26 785	
VNC IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 397 158	
AUTRES	9 928	16 821
TOTAL	2 803 857	2 071 090

[Signature]



FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

[Signature]

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	33	39			33	39
Agents de maîtrise assimilés cadres						
Agents de maîtrise, techniciens	45	59			45	59
Employés	167	138			167	138
Ouvriers						
Autres						
TOTAL	245	236			245	236

L'effectif moyen du personnel est de : 245,00.



FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Liste des filiales et participations

[illegible]

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés

conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
ERAM - 49111 MONTREVAULT SUR EVRE (SIREN : 388 583 239)	SAS	73 600 000	100%

**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes